

Burundi : L'Assemblée nationale examine la révision de la Constitution

RFI, 30 décembre 2013 Burundi : L'Assemblée nationale se penche sur un délicat projet de révision de la Constitution. Après trois mois de débats houleux et de fortes tensions, l'Assemblée nationale est appelée à examiner puis à adopter lundi un projet de révision de la Constitution très contesté, initié par le gouvernement de Pierre Nkurunziza en catimini. Ses objectifs sont notamment de lui permettre de se représenter pour un troisième mandat successif, d'enlever au Sénat son pouvoir de veiller aux équilibres ethniques, ou encore de passer de la majorité des deux tiers à la majorité simple pour l'adoption des lois à l'Assemblée nationale, au risque d'exclure du jeu politique la minorité tutsie. Et, contrairement à ce qui s'est passé samedi, où l'Assemblée a adopté un projet de loi très contesté à l'égard de la résolution des conflits fonciers, il va y avoir du suspens cette fois. Malgré une majorité écrasante à l'Assemblée nationale du Burundi, rien n'est joué d'avance pour le parti présidentiel car c'est une majorité sociale des trois quarts requise pour amender la Constitution par la voie législative. Lors de la plénière de ce lundi 30 décembre, le président Pierre Nkurunziza pourra compter sur les 81 députés issus de son parti, sur les 106 qui composent la chambre basse du Parlement burundais. Manque donc à l'appel quatre petites voix pour que son projet de révision de la Constitution soit adopté. Et aux dernières nouvelles, aucun des trois groupes représentés à l'Assemblée nationale du Burundi n'a voulu lui prêter main-forte. Les représentants de ces groupes ont en effet claqué la porte de la commission des affaires politiques chargée d'étudier ce projet de révision. Ils accusent le parti CNDD-FDD au pouvoir au Burundi de chercher à faire passer en l'état son texte très controversé, alors qu'ils avaient convenu lors d'une large concertation organisée par l'Assemblée nationale il y a une semaine, de laisser de côté tous les amendements qui divisent. Que va faire le parti au pouvoir au Burundi ? La société civile exhorte le pouvoir à opter pour la voie de la sagesse.